

A reproduire et
distribuer sans
vergogne !

Le journal qui n'est toujours pas prêt de sonner la retraite !

Otages
depuis
1244
jours

NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT

Racaileries :

• **Jérôme Kerviel** : Le mécano de la générale

177000 ans pour rembourser 5Milliards d'euros. Qui va spéculer sur sa dette ?

• **Rachida Dati** : Elle nous pompe avec ses lapsus ! Proposera-t-elle de vider les bourses pour payer les retraites. Sarkozy l'habite ! Désolé c'est pas nous, c'est elle qui a commencé ! Vivement la prochaine élection présidentielle !

• **Mondial de l'auto** : Nouvelle option gadget exclusive pour la modique somme d'un smic par mois, le gendarme embarqué inside. Encore mieux que l'électronique embarquée, il peut vous emmener direct en zonzon !

• **Mort de Tony Curtis** : Certains l'aimaient chaud, maintenant il faudra l'apprécier froid !

• **Cinéma Paradiso** : Des hommes et des dieux a déjà un remake porno, des Zobs et des vieux !

• **Mineurs coincés au Chili** : l'évacuation des mineurs va se dérouler par un autre passage que celui par lequel ils sont venus. Il s'agit donc d'un détournement de mineurs ! On a pas pris autant de mesures pour déterrer les charniers de Pinochet.

• **Dernier slogan à la mode** : syndicats-ca-ca, Sarkozy-zy-zy

• **Coulée de boue polluante en Hongrie** : il semblerait que l'extrême droite fasse une percée dans les pays de l'Est.

EDITO

Eh dites ho ! il serait temps de se bouger les miches ou de se secouer les roustons, c'est selon ! Faut s'mettre en retraite maintenant, ou jamais. Voilà tout est dit.

Alors du coup, comme on a de la place, on en profite pour faire un coucou à nos grands parents: Yvette et Michel qui doivent encore être en train de ramasser toutes les palourdes de la west cost ; à Mémère qui, à 87 ans, continue à faire ses 3km à pied par jour avant Motus ; à mamie Geneviève et sa poule au blanc extraordinaire ; à mamie Marie qui bouffe les pissenlits par la racine depuis bien longtemps. Bonjour à mamie Gaga qui se laisse mettre la main au Banier. Chapi-Chapo au grand vainqueur de la course de déambulateur de la maison de retraite "les chrysanthèmes" qui ne s'en souvient déjà plus. Spéciale cacedédie aux pattes argentées, aux crânes dégarnis, aux permanentes violines (merci aux coiffeurs pour dames de nous faire de superbes mamies

rock'n'roll). Merci aux spectateurs de Laurent Romejko et de Julien Lepers. Vive le rami, vive la belote et vive l'amicale des anciens combattants.

On ne pouvait pas terminer cet édit sans saluer notre glorieuse police qui, avouons-le, nous a bien fait rire jeudi dernier. Las de ne plus gazer du jeune manifestant, pour se préparer à un durcissement du mouvement, ou peut-être tout simplement en manque de cette douce odeur sulfurée, nos amis de l'hôtel de police de Caen ont vu leurs beaux yeux rougir de douleur. En effet le commissariat a dû être évacué après le début d'un incendie dans le local de stockage des grenades lacrymogènes. Solidaires, la rédaction en a pleuré... de rire.

François-Régis et toute la rédac'

Envoyez vos contributions :
red-racailles@no-log.org

Agenda

Lundi 11 octobre 2010 :

- Parution du journal Racailles numéro 56.
- Débat public organisé par le comité jeunes 14 pour les retraites sur le thème des retraites à l'université à 18h amphi l'ocqueville (campus 1).
- Veille du jour le plus long...

Mardi 12 :

- Journée d'action contre les retraites :
 - 7h : RDV aux rond-points de la ville pour un barrage filtrant et autres réjouissances...
 - 9h : AG du personnel de l'université au campus 1.
 - 10h : manifestation. Départ place saint-Pierre.
 - 13h : RDV à l'arrêt de tram université pour rejoindre le MEDEF...
 - 14h30 : Rassemblement revendicatif au MEDEF (rond-point du Débarquement).
- Projection du film "Les mairis en l'air" et rencontre avec le réalisateur Romain Goupil à 20h au Café des Images. Avec le Collectif 14 pour le respect des droits des étrangers et le CASNAV (Centre Académique pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants et des Voyageurs)

Mercredi 13 :

- 14h30 : AG inter-éduc' à la maison des syndicats.
- Réunion hebdo de rédaction du journal Racailles - 18h30 pétantes - Bar de la Fac (BDF). Venez nous proposer des idées, articles, chroniques, dessins, aide pour la mise en page/en ligne, etc !
- Meeting du collectif retraite à 20h 30 au centre des congrès à Caen.
- Projection-débat du film "Illégal" de Olivier Masset-Depasse dans le cadre du festival Autour des droits de l'homme : Femmes en Résistance. 20h30 amphi Pierre Daure (Université de Caen) - avec l'ASTI 14 et le Collectif 14 pour le respect des droits des étrangers.

Jeudi 14 :

- AG étudiante à 13h, rdv au phénix (campus 1)

Vendredi 15 :

- Fête des 15 ans de l'ARDES (Association Régionale de Développement de l'Economie Solidaire) toute la journée à Colombelles. + d'infos au 02 31 82 43 91

Samedi 16 :

- Journée nationale de manifestations contre la xénophobie et la politique du pilori. Rassemblement à 16h30 place de la République.
- Il y a 26 ans, on découvrait le corps du petit Grégory dans la Vologne, et avec lui un nouveau cocktail...

Dimanche 17 :

- Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté pour la 17^{ème} fois et toujours aucun changement...

Lundi 18 :

- Jacques Higelin est septuagénaire comme Brigitte Fontaine. Ils sont vieux et ils vous enlèvent...

Mardi 19 :

- Il y a 50 ans débutait l'embargo sur Cuba.

Mercredi 20 :

- Réunion hebdo de rédaction du journal Racailles - 18h30 pétantes - Bar de la Fac (BDF).

Jeudi 21 :

- Il y a 81 ans débutait l'histoire extraordinaire de Pierre Bellemare.

Vendredi 22 octobre :

- Jou... jour... journée mond... mondiale des dys... dys... dyslalies.

Samedi 23 :

- Pelé aussi devient septuagénaire.

Dimanche 24 :

- Pétain, apprenant la naissance de Pelé, décidait de rencontrer Hitler pour en discuter...

Lundi 25 octobre :

- Parution du journal Racailles numéro 58.

plus de dates sur
www.resistances-caen.org



Tu es étudiant, salarié, chômeur, précaire, patron, avec ou sans papiers, fonctionnaire de police, citoyen-relais etc... le journal Racailles a besoin de toi pour « LA CAUSE », pour conquérir et faire rire les foules sentimentales (qui ont soif d'idéal), pour imposer nos dogmes...

Le journal Racailles recherche des écrivains, des dessinateurs, des graphistes, des infographistes, des webmasters, des preneurs de son et d'image, des preneurs d'otages, des négriers, des vendeurs à la criée, des informateurs bien placés, des reporters, des philosophes, des sociologues, des littérateurs, des historiens, des blagueurs, des comiques, des prostituées, des victimes de génocide... afin de contribuer à la continuité de notre prose acerbe et visqueuse sur divers médias : papier, internet, radio, télé...

Racailles est un journal en perpétuelle création, ouvert à toutes idées et propositions que vous nous apporterez, c'est une tribune libre que tout le monde peut et doit s'approprier !

Alors toi aussi tu penses qu'il faut l'ouvrir pour ne pas se laisser manger ? Et bien rallie-toi à nous,, résiste, et viens prouver que tu existes ! Car ce n'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule !

Racailles kesako ?!

Racailles est un journal hebdomadaire, satirique et politique à caractère subversif, se faisant l'accompagnateur des luttes sociales. Racailles c'est un esprit libertaire visant à parler et à rire de tout, à lever des tabous, mais visant aussi à construire, à proposer et véhiculer des idées alternatives sur la société dans laquelle nous évoluons. Racailles est un journal pirate ne demandant l'avis de personne sur ce qu'il publie. Racailles est un fanzine clandestin, issu d'un collectif non officiel de personnes (et non d'une association) se vendant à prix libre, à la criée, ou dans des lieux de dépôt officiels. Il est aussi téléchargeable gratuitement sur le net.

Enfin et surtout, Racailles se veut une espèce de pseudo-média alternos, local et national, apportant un discours différent des médias vendus-bourgeois traditionnels. Le nom de ce journal est issu d'une fameuse et non moins fumeuse phrase d'un certain ministre de l'intérieur en 2005. Au XIXème siècle, pour les gouvernants bourgeois, il y avait « la canaille » (plèbe dangereuse, déviante et socialisante), désormais il y a « la racaille », et nous nous sommes réappropriés ce terme voulant incarner ce dont les gouvernements successifs souhaiteraient se débarrasser !

Comment réussir une bonne grève ?

Comme toute bonne recette, il y a des ingrédients de base. Un mouvement, d'ampleur nationale – s'il veut réussir – doit rassembler trois conditions essentielles. Il doit tout d'abord être massif. Il lui faut aussi être porté par l'opinion, être populaire. Il n'en apparaît alors que plus légitime. Une fois ces deux ingrédients réunis, il ne manque plus que l'ingrédient magique, celui qui fait la différence avec une recette moins pêcheuse, juste destinée à flatter l'égo syndicaliste : le pouvoir de nuisance du dit mouvement.

Une fois ces trois conditions exposées, observons ensemble les mouvements contemporains que nous avons connus.

Commençons par un mouvement qui a échoué : le dernier mouvement contre les retraites (celui de 2003 bien sûr, celui que nous vivons aujourd'hui ne faisant – nous l'espérons – que commencer.). En 2003, le mouvement était massif : 1,5 à 2 000 000 de manifestants, et populaire. Manquait alors l'ingrédient magique : le pouvoir de nuisance. Bien sûr des secteurs étaient en grève reconductible comme l'éducation nationale (certains ont perdu un mois de salaire et s'en souviennent encore), les cheminots et la fonction publique en générale (puisque prioritairement touchée par la réforme). Mais le potentiel de blocage de l'économie était relativement minime pour espérer faire plier un Fillon alors droit dans ses bottes. En plus, l'union syndicale n'était pas au rendez-vous. Rappelons pour

mémoire la trahison de la CFDT...

Pour se remonter le moral, observons un mouvement qui a réussi – le premier depuis l'échec de 2003 : le mouvement anti-CPE. Bien sûr c'est un mouvement qui s'inscrit dans un contexte particulier : celui d'une fin de règne au climat délétère au sommet de l'Etat (antagonisme Chirac-Villepin/Sarkozy). Mais c'est aussi un mouvement massif qui a su se rendre populaire et qui avait un pouvoir de nuisance, ou du moins qui troublait l'ordre public. Le mouvement anti-CPE est particulier en ce sens qu'il s'agit d'un mouvement de la jeunesse soutenu par ses aînés. Un mouvement de la jeunesse est particulier en soit car il est incontrôlable. Le jeune ne se met pas en grève, donc il n'y a pas de pression financière exercable sur lui. C'est ce que Jack Lang définit comme le principe du dentifrice : une fois que le dentifrice est sorti du tube, il est très délicat de le faire rentrer dedans. Le pouvoir a alors deux solutions : la répression (policière ou judiciaire) ou céder. En 2006, il a cédé. Il s'agissait d'un mouvement à la fois populaire, virulent, et massif ! Le pouvoir n'a pas tenu.

Enfin, dernier exemple notable, le mouvement de Décembre 95. Dernier grand mouvement de grève générale, réelle victoire syndicale, cité comme exemple dans les perspectives du mouvement d'aujourd'hui. En effet, il y a beaucoup de similitudes avec la situation présente. Une intersyndicale unie, un mouvement

extrêmement massif, une opinion publique acquise. Ce qui reste à construire pour égaliser 95, c'est la capacité de bloquer l'économie et les flux. Ceci ne peut s'obtenir que par l'adoption du principe de grève reconductible dans certains secteurs stratégiques au haut pouvoir de nuisance : les transports (SNCF, RATP, les routiers,...), les marins-pêcheurs, les dockers, la pétrochimie (les raffineries et les dépôts de carburant). Réels moyens de bloquer les flux de marchandises et l'économie en général. Si nous arrivons à ce stade de mobilisation, alors ce mouvement sera victorieux. Nous devons pour cela développer une véritable solidarité interprofessionnelle ; passant par la mise en place de caisses de grève permettant d'aider ceux qui se mobilisent ; en s'organisant collectivement par l'intermédiaire d'assemblées intercatégorielles.

A présent vous avez les ingrédients de base pour continuer à construire un mouvement prêt à vaincre (oui, c'est un peu prétentieux). Ce n'est qu'un début, continuons le combat. 2010, début d'une lutte prolongée...

RDV dans un prochain épisode pour discuter ensemble des perspectives révolutionnaires consécutives d'un mouvement social digne de ce nom...

AG & XX



Infos Locales Luttes Locales



Un nouveau CHU pour Caen mais sans soignants ?

Roselyne, es-tu là ? Le petit jeu de cache-cache aura duré toute la matinée. Alors qu'elle est venue annoncer lundi 27 septembre que le CHU de Caen sera reconstruit d'ici 2020-2025 pour la maudite somme de 800 millions d'euros, Bachelot a bien fait attention de ne pas croiser la colère des centaines de soignants (environ 350) qui lui manifestaient leur colère et leur ras le bol. "Bachelot – Piquemal, ça fait mal à l'hôpital" Le slogan a raisonné dans les couloirs des urgences, de la fac de médecine, du hall principal et visait aussi le directeur du CHU, ce gestionnaire uniquement là pour orchestrer la casse du service public hospitalier. Au cœur de la colère, 200 suppressions de postes pour



Dispositif policier interdisant l'accès des manifestants au CHU.



Rassemblement des personnels hospitaliers devant le CHU.

effectifs déjà bien trop réduits de l'hôpital. L'ensemble des destructions décrites dans le dossier "santé" de ce numéro de Racailles (p. 4-5) se traduit dans les actes. Il faut économiser du fric à tout prix, ne plus s'inquiéter de la qualité de soins mais uniquement du bilan financier. Et si le fonctionnement s'en trouve détérioré, cela permettra de dire que l'hôpital public a des problèmes et que l'ouverture au privé pourra le régler.

Vidéo et témoignage à l'adresse suivante : http://www.dailymotion.com/video/xf3jmo_mme-bachelot-au-chu-de-caen-le-27-s_news

Ça débraye dans les lycées !...



Le mouvement a gagné l'académie de Caen jeudi matin. Le message annonçant le blocage des lycées a circulé via les sms et les réseaux sociaux des lycéens sans que personne ne sache vraiment d'où ça venait. Résultat, dès jeudi, au petit matin, dans l'agglomération, Jules Verne, Victor Lépine et Rostand / Fresnel débrayaient. Objectif : bloquer les lycées et encourager les autres

lycées à en faire autant. S'en est donc suivi un petit tour dans les rues de Caen via Victor Hugo, Malherbe, Lemonnier et Laplace réunissant au plus gros 400 à 500 personnes. A la fin de la semaine, le mouvement de blocage des lycées gagnait de l'ampleur. Il faudra compter sur les lycéens à la manif du 12...

Ce qui s'est passé dans le mois écoulé...

La manif du 4 septembre contre « la politique du pilori » a connu un succès certain avec environ 2 000 personnes dans les rues de Caen. Pas mal pour un samedi, surtout que d'habitude, pour défendre les étrangers il n'y a pas souvent grand monde... Prochaine journée d'action le samedi 16 octobre contre le projet de loi Besson.

La manif du 7 septembre pour les retraites a été un quasi-record local avec 35 à 40 000 promeneurs du mardi !

La manif du 14 septembre contre les suppressions de postes au CHU a rassemblé 200 personnes. Le projet de la direction est de supprimer 200 emplois (dont 90 soignants) pour 2010. Voir notre dossier spécial "Santé".

Le pique-nique prévu devant l'UMP 14 le 15 septembre a fait venir une compagnie de CRS pensant participer à un apéro géant. 250 autres personnes étaient venues pour cette action symbolique pas très dynamique et ayant pour intérêt principal de permettre de ne pas être du tout visible par la population.

Deux actions contre des banques le 18 septembre et le 2 octobre ont été elles aussi décevantes. La première action appelait à lutter "contre la loi du fric qui joue avec la précarité, le chômage, et les retraites". Aucun hold-up général ! Quelques affiches ont été collées et des faux billets appelant à la grève générale reconductible distribués. La seconde avait pour but d'appeler à la grève générale reconductible et aux Assemblées Générales Interprofessionnelles.

Pour la protestation contre la venue de Bachelot le 27 septembre, lire l'article ci-contre.

La manif pour les retraites du 23 septembre a eu un succès similaire à celle du 7. A noter que des lycéens ont commencé à joindre le mouvement.

La manif pour les retraites du 2 octobre a rassemblé 25 000 personnes, chose exceptionnelle pour un samedi ! Une fois de plus, les syndicats ont montré leur frilosité en refusant de défiler en centre-ville (comme la Préfecture l'avait interdit). Selon les RG, l'embarquement est proche et la lutte digne de ce nom est proche : il ne manque que les lycéens et étudiants. Alors osons tous la grève générale reconductible dans tous les secteurs professionnels !!!

Puisque les Racailles chassent aussi les terroristes...

Alerte de niveau 0 : blanc...

Que d’alertes au terrorisme dans l’hexagone, venant en contrepied médiatique aux échos des manifestations contre la réforme des retraites (et officieusement ; contre Hadopi, la Lopsi II, les réductions d’emplois dans tous les secteurs, les délocalisations, le manque de moyens dans les structures publiques, la corruption des élites politiques françaises, les stigmatisations répétées des communautés qu’elles soient d’ici ou là-bas, les délits d’inities des copains du Président, les exactions d’Areva au Niger et ailleurs, la complicité de Total avec la junte militaire birmane, ...).

Autant dire que les arguments à trouver pour contrer vos déplacements dans les cortèges, doivent avoir du poids. Ceci afin de déstabiliser votre concentration et attention sur vos propres conditions de vies et de travail. Semble-t-il, compter à la baisse le nombre de manifestants (l’exemple de Marseille est le plus criant, 220 000 pour les syndicats, 22 000 pour la police, soit 500 personnes de plus qu’à Caen pour une ville dix fois plus peuplée que cette dernière) ne suffit pas à protéger les décisions et réformes gouvernementales. Dans ce climat compromettant, il faut bien ressortir ses classiques pour les réviser : le terrorisme et ses alertes ; entretenir la peur de la rue et de l’étranger est un crédo des plus juteux.

Alerte de niveau 1 : jaune...

Depuis les événements du 11 septembre 2001, les citoyens de tous les pays ont pris le temps d’établir les relais nécessaire à l’émergence de la vérité et du droit au doute. Au grand damne des dirigeants et de leurs médias subordonnés, tentant par tous moyens d’éteindre cette noble volonté d’éclaircissement de l’histoire. De notre Histoire. C’est sous cette impulsion que le front de l’information se déroule principalement en ligne, sur l’internet ; avec l’avènement de sites web participatifs tels que WikiLeaks.org, Wikipédia, Agoravox.fr, ou encore le web ring mondial d’IMC (Independent Media Center, communément Indymédia). Où fourmillent des milliers d’informations, permettant à l’envie d’y affûter son sens critique et d’établir les connexions logiques rendant lisibles les liens entre les milieux politiques, les complexes militaro-industriels et les organisations terroristes.

Du local au global, le terrorisme trouve toujours ses fondements dans le nerf de la guerre et représente une expression exacerbée du capitalisme, qui, dans la logique marxiste serait définie comme une forme affirmée d’un fascisme structuré et opérant à l’échelle mondiale. Dépassant aujourd’hui le principe de propagande guerrière et/ou religieuse pour atteindre celui du neuromarketing ; la vente par le martelage du subconscient à l’aide des angoisses et des frustrations communes (potentiellement pré-établies).

Du côté de la folie, ça délire sécuritaire aussi...

Le 28 Octobre, les psychiatres (hospitaliers seulement, voyez l'esprit collectif !) étaient en grève. Ils se sont mobilisés contre le projet de révision de la loi de 1990, "projet relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et à leurs modalités de prise en charge". En fait, c'est une belle formule pour dire "les fous, les indigents, les marginaux...on va les enfermer ou les exclure, physiquement ou psychologiquement". Le mouvement a été inégalement suivi en France (faible en basse Normandie et très fort en Aquitaine) et n'a pas eu de portée populaire. Pourtant l'enjeu est grave puisque, dans ce domaine aussi, l'exclusion est à la clef....

PETIT RETOUR EN ARRIERE

Ainsi, les lois sécuritaires succèdent aux réformes de privatisation concurrentielle à un rythme effréné. En effet, la loi HPST met un terme à la politique généraliste de secteur, qui assurait la continuité et l’égalité des soins en psychiatrie.

L’indépendance des psychiatres disparaît dans leur totale subordination à la rationalité gestionnaire (contrats, intéressement, sanctions, désignation par le directeur, etc.).Ils perdent tout contrôle de la politique des soins au détriment des directeurs d’hôpitaux qui gèrent l’hosto comme une entreprise.

Les objectifs d’activité seront les seuls critères selon lesquels sera jugée la performance des soins : la concurrence va devenir générale, entre patients, soignants, pôles, établissements...Après les franchises, la gestion des lits et des places à flux tendu et le tri des patients d’une structure à l’autre mettent fin au droit à un accès égal aux soins pour tous. L’ensemble du dispositif tend à concentrer les structures en vue de leur rentabilisation et favorise les plateaux techniques et le privé au détriment des soins de proximité. Conséquence : un nombre incalculable de patients ne se soignent plus, ou mal. Mais jusque là, rien de nouveau.

En revanche, ce que compte faire passer le gouvernement cet automne est à la fois nouveau et très inquiétant quand aux soins en psychiatrie. C’était déjà glauque à souhait (la France est actuellement un des pays qui enferment le plus en matière de soins psychiatriques), mais ça tend de plus en plus vers le totalitarisme. En effet ce projet de loi ne traite que des "soins sous contraintes". Il marque un tournant liberticide de la psychiatrie, où le contrôle social de la normalité des comportements (fichage généralisé, surveillance électronique, pointage...) va remplacer l’accompagnement bienveillant des personnes en souffrance psychique.

Ce qui est prévu risque fortement d’aggraver le caractère de loi d’exception de la loi de 1990, dérogeant au droit commun : la seule avec la répression de l’immigration clandestine où une mesure de privation de liberté est décidée non par un juge, mais par le représentant de l’Etat (mais y a t-il une grande différence entre un juge et un représentant de l’Etat?). Toujours est-il que, si avec la circulaire du 11 janvier 2010 le préfet n’est déjà plus tenu de suivre l’avis médical,

Alerte de niveau 2 : orange...

Nous connaissons tous Al Qaeda, le supposé groupe terroriste (et prétexte) à l’origine des conflits armés en Afghanistan puis en Irak. Ce nom, attribué par la CIA en 1988 n’a absolument rien d’officiel pour les fanatiques qui y auraient pris part. Mais sert tout simplement de terme fourre-tout et d’excuses aux exactions continues des forces d’occupations présentes sur les zones de conflits. Aujourd’hui quand des femmes et des enfants explosent en Afghanistan sous les bombes des drones de l’OTAN, ils sont qualifiés comme talibans ou fanatiques d’Al Qaeda. Désormais, quand un soldat américain pète un plomb à Fort Hood aux U.S.A. et utilise son arme de service sur ses collègues, on le qualifie de fanatique d’Al Qaeda. Quand un membre des services secrets pakistanais abat 8 agents de la C.I.A. dans une vendetta personnelle, on le qualifie de fanatique d’Al Qaeda... et pour finir, quand Benazir Bhutto, femme politique se présentant aux élections présidentielle pakistanaise, se fait abattre par le gouvernement pakistanaï (quelques semaines après avoir annoncé qu’Oussama Ben Laden était mort depuis belle lurette, en direct à la télévision), on trouve encore le moyen de qualifier ses assassins de fanatiques d’Al Qaeda.

Et la France ? Quand on promet une commission sur une vente d’arme au Pakistan, et qu’on ne l’a donne pas à qui « de droit », 14 personnes périssent dans un attentat dont 11 ingénieurs français... Et pour ce coup-là, on a remplacé les noms de Sarkozy, Balladur et corruption, par le fanatisme d’Al Qaeda.

Alerte de niveau 3 : rouge...

Sur le même principe de l’attentat terroriste commis par la DGSE, en Nouvelle Zélande pour couler le bateau « Rainbow Warrior » de Greenpeace (N.B. l’un des frangins de Ségolène Royal a pris part à l’attentat), La DGSE porte - au moins en partie- une responsabilité dans les attentats à Madrid le 11 mars 2004, via des infiltrés dans le GSPC algérien (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat, avant l’appellation AQMI). Tout comme les services du MI-5 britanniques sont impliqués dans les attentats de Londres le 25 juillet 2005, via des agents formés dans les Balkans lors de la guerre au Kosovo. Il n’y a là aucun secret de polichinelle, mais un traitement opaque de l’information par les médias traditionnels. Ces données sont disponibles pour peu que vous sachiez utiliser vos outils de recherche ; et bien sûr, ces sources sont officielles et fiables. La seule menace opérante sur cette quête de vérité est ce que les médias nous vendent comme un droit à l’oubli sur Internet : la possibilité d’effacer les occurrences qui compromettent, des personnes d’influence, des sociétés et des gouvernements pour des actes et comportements peu glorieux, disons-le, des actes d’ignominie. Alors que dans le même temps, il y a négation du droit au doute, devant une parole médiatique sacralisée ; à l’image même du fanatisme

religieux, qu’il soit musulman comme chrétien, ou portant un tout autre nom.

Alerte de niveau 4 : écarlate...

Que veut-on cacher derrière le terme AQMI, pour Al Qaeda au Maghreb Islamique ? Petit rappel historique : à la fin de l’année 2007, le GSPC ne représente plus une menace réelle après une traque de longue haleine lui faisant perdre la quasi-totalité de ces combattants. C’est à cette période que le nom d’AQMI apparait sur les chaines de télévision française, trouvant écho populaire lors de l’annonce de l’annulation du Paris-Dakar 2008 en raison de menaces sur le parcours. Compétition de rallye appartenant à A.S.O. Amaury Sport Organisation (le Tour de France... Le Parisien, L’Equipe), ayant 25% de son capital d’action propriété du groupe Lagardère (fabricant d’armes et d’opinions). La pseudo zone d’influence du groupe s’établirait sur une dizaine de pays, et seraient en contact avec les « rebelles » des-dit pays. D’après les experts de l’anti-terrorisme français le groupe serait financé principalement par les enlèvements, ce qui représenterait 30 millions d’euros sur ces dix dernières années. C’est là que le mascarade fait une courte pause pour laisser tomber les masques des participants à ce jeu de tromperie, devant une telle somme d’incohérences ; ramenant aux fourre-tout pratique d’Al Qaeda en Afghanistan et au Pakistan. Premièrement, comment un groupe armé recherché par toutes les forces anti-terroristes de l’occident et les forces armées nord africaines, peut-il se déplacer et prévoir ses opérations puis agir sur un total de neuf pays, avec un budget annuel moyen de 3 millions d’euros tout en compensant des pertes matérielles et humaines importantes et constantes. Comment peut-il avoir la moindre probabilité de réussir à se mouvoir dans une des régions du monde les plus surveillées en raison de ses multiples conflits, avec toute la logistique que cela nécessite ? Deuxièmement. Que ce soit le gouvernement Nigérien en conflit depuis des décennies avec les Touaregs ; que nos besoins d’énergies nucléaires ont chassé de leurs terres tout en les irradiants au passage. Ou bien les autorités marocaines s’acharnant contre femmes et enfants au Sahara Occidental ; à la « nécessaire » revente de nos vieux arsenaux occidentaux (et pour le coup le client est roi). Comment expliquer que des fondamentalistes religieux vouant leur foi à emmerder les intérêts de la France (prioritairement), pourraient ne pas être chassés ou même simplement filer entre les doigts de ces habitants qui connaissent mieux leur terrains qu’un groupe de fanatiques erant, sachant que ces mêmes habitants militent activement pour le respect des droits humains les plus fondamentaux, qu’ils soient Touaregs, Sahraoui, ou non cités... Et qu’à l’instar des islamistes ils n’utilisent pas de bombes pour se faire entendre mais utilisent leurs lèvres et leurs cordes vocales tout en levant le poing et la voix ? Troisièmement, quelle logique entretien des interférences répétées sur une

zone étendue avec des luttes en cours, depuis au moins trente ans pour les plus récentes ? Si ce n’est pas la duperie pour les confondre et les insérer dans le même panier. Dans le but évident d’instaurer la mise en place d’une répression massive sur tous les conflits concernés ; dans un commun accord avec les leaders européens et Omusiens de la colonisation africaine. Laisant le champ libre à l’extraction des richesses, sans partage avec leurs ayant droits. Telles sont les problématiques qui affligent AQMI au non-sens d’une virtualité réaliste des mensonges institutionnalisés que permet une ou des associations de malfaiteurs intra-élites et interétatiques.

AQMI est une salle de réunion hyper-sécurisée d’un think tank politico-industriel, un pantin à l’occidentale reflétant l’image de ses maîtres au travers de ses menaces. AQMI, c’est une poignée de main qui uni le roi du Maroc, les gouvernements algérien, malien, mauritanien et nigérien avec les marnes financières que cachent les intérêts américains et européens, dans le creux des mains. Demandez-donc au commandement militaire des USA où sont les otages travaillant pour Areva et Vinci ; s’ils ne les détectent pas avec le matériel d’espionnage de leur dernière base du système de captage de données AFRICOM au Sud de l’Algérie, c’est bien qu’ils doivent les avoir entre de bonnes mains. Et si ce ne sont pas les leurs, c’est sans nul doute celles de leurs alliés.

Etat d’Urgence... La Racaille, a pour sens la couche sociale la plus basse de la société française. Et chose amusante, Al Qaeda, signifie littéralement « la base ». La base d’un nouvel ordre, ou au minimum d’une grande fortune formée grâce aux principes du chaos et du terrorisme qui ont jadis donné du vent en poupe aux néoconservateurs du monde capitaliste, ceux qui ont su investir dans la vague du terrorisme (observez le cours de l’action de Lagardère, sur les 3 mois précédent et les 3 suivants du 11 septembre 2001 : un graphique simple pour tout comprendre). Et puisque la Racaille soutient encore la structure sociale française, prenez garde au concept de rupture sarkozyenne qui vise à couper l’unité nationale pour former deux types de citoyens. Celui de première, et l’autre de seconde classe.

Celui qui parlait de gouvernance mondiale, ce 20 septembre au siège des Nations Unies, n’a toujours pas compris ou ne veut pas voir, qu’un nouvel ordre mondial ne se construira pas sur les ruines de ce monde que la finance a corrompu, mais sur les bases saines de l’égalité, mère de notre fraternité et garante de nos libertés. Autrement, nous n’y participerons pas massivement ; mais c’est aussi ce que les salopards espèrent. Restons vigilants, accomplissons l’anarchie.

Bon courage monsieur Von Ruymbeke, la France d’en bas, que dis-je les Racailles sont avec vous ! Et maintenant ? C’est déjà l’heure de l’Etat de Siège...

faire à tout bout de champs et que la sortie de l’hôpital ne se fera pas aussi facilement...

Par conséquent, puisque les psychiatres décident moins, vous pensez bien que les familles voit aussi leur pouvoir de décision très réduit. Alors qu’actuellement, le psychiatre doit demander la transformation de l’hospitalisation à la demande d’un tiers (HDT) en Hospitalisation d’office (H.O), à la Préfecture, s’il est en désaccord avec la famille. Il suffira, si cette réforme aboutit, d’un simple refus du psychiatre pour que la personne soit obligé de rester à l’hosto. Quant aux patients eux-mêmes, une admission provisoire en l’absence de tiers serait possible, en cas de "péril imminent" pour la santé de la personne malade. Au delà de 72 heures, deux psychiatres devraient avoir confirmé la nécessité de ces soins.

En conséquence, c’est un renforcement terrible du pouvoir de l’Etat. Il pourra encore plus facilement qu’avant, interner d’office toute personne présentant des "troubles" mettant en cause l’ordre public. Quant aux soins en psychiatrie, il se tourne radicalement vers l’enfermement, ne laissant que très peu de choix aux individus et à leurs familles.

TOUS LES MOYENS SONT BONS : LES MOYENS FINANCIERS

Si l’Etat fait des économies, ce n’est certainement pas en matière de flicage ! la dernière fois que l’Etat a filé de la tune pour la psychiatrie, c’était via la circulaire DHOS du 22/01/09. Celle-ci permet la construction de 4 nouvelles Unité pour Malades Difficiles (qui sont en fait des genres de prisons), de rajouter des caméra de vidéo-surveillances et des barrières autour de chaque hôpital psychiatrique, et encore de foutre des bracelets électroniques aux poignets des patients. Le terrain était en quelque sorte déjà préparé à recevoir ce projet de loi.

LA RETENTION DE SURETE

Toujours en lien avec la dernière circulaire du 11 janvier 2010 et le renforcement du pouvoir des préfets quant à la liberté des gens, les antécédents d’UMD et d’HO judiciaires seront des critères pour justifier d’une particulière prudence pour les décisions de sorties. Ainsi, exactement comme en prison, on utilisera des antécédents pour évaluer les risques de récidives. Et au final, le simple rappel des faits commis

suffira pour prolonger indéfiniment la rétention de sûreté....

ET LA STIGMATISATION

Comme pour tout le reste de cette politique fasciste qui s’installe paisiblement, c’est la sécurité qui est mis en avant dans ce nouveau projet de loi. Ainsi le gouvernement cherche "scientifiquement" à évaluer la probabilité de dangerosité avant une éventuelle sortie. Même les universitaires (souvent de bons sbires cherchant à faire carrière) vont dans ce sens. La preuve, puisque le collège national des universitaires de psychiatrie souhaite officiellement former des internes à "prévenir la dangerosité potentielle à partir d’éléments objectifs". Main dans la main avec le gouvernement, ils ont l’appui des média qui se plaisent à crier à tout va (Sainte audience oblige) qu’il y a des personnes dangereuses, et d’autant plus quand elles ont été en hôpital psychiatrique ou en prison. Or, il n’y a pas de personne dangereuse, mais que des états dangereux. Et on sait maintenant très bien que la grande majorité des crmes ne sont pas commis par les personnes étant passées en HP (90% des crimes étant élucidés par la police). Les malades mentaux ne sont non seulement pas plus dangereux que les autres, mais seraient, en revanche, bien plus exposés à la violence de leurs concitoyens.

CONCLUSION

Cette réforme n’est pas celle de la psychiatrie, c’est une nouvelle ligne ajoutée aux dispositifs de sureté du pouvoir exécutif. L’Etat met de la surveillance et de l’enfermement, là où il faudrait du soutien et de l’accompagnement. Et il instaure de la méfiance, là où il y aurait besoin de confiance. Il s’agit d’une attitude à l’égard de la maladie mentale qui reflète l’équilibre des pouvoirs au sein de notre société. En tous cas, derrière cet épouvantail du fou que l’on agite, n’est-ce pas chacun d’entre nous qui est visé, sommé de se conformer à l’ordre néolibéral ou au "bon français"?

Assez de tout ces enfermements ! Auto-gérons nos vies !

Racailles - n°57 - Lundi 12 octobre 2010 - p. 3

La sécu c'est bien ; la démanteler, ça craint.

La guerre, ça n'a peut-être qu'un avantage : une fois que toutes les atrocités sont finies, on peut essayer de reconstruire la société pour qu'elle soit plus juste, plus solidaire, plus tout ce qu'on veut. C'est comme ça qu'en France, le CNR (Conseil National de la Résistance) a notamment souhaité établir "un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État". Mais aujourd'hui ça ne plaît plus à nos dirigeants et leurs riches amis. A l'heure du combat pour les retraites, nous allons voir que la question de la Sécu en est très proche car à la fois les critiques, les attaques et les réponses à apporter sont pour beaucoup les mêmes.

La Sécu, c'est quoi ?

Pour faire simple, il y a trois régimes, un régime étant un ensemble de droits et obligations réciproques des employés, des patrons et d'une caisse de Sécurité sociale. On trouve d'abord le régime général qui regroupe trois caisses : l'assurance maladie des travailleurs salariés, l'assurance vieillesse et les prestations d'allocations familiales. On trouve également le régime social des indépendants. Et enfin les quelques régimes spéciaux qui n'ont pas encore été supprimés à cause de leur soit disant caractère "scandaleux" "trop avantageux" et "inéquitable" comme l'a rabâché le pouvoir capitalistes durant la réforme de 2007.

Les modes de financement de ces organismes sont complexes. Ils proviennent principalement des prélèvements sur les

salaires et sur le patronat, et plus globalement pas mal d'impôts différents. Ils sont orientés par le budget de l'État et gérés par les "partenaires sociaux" (syndicats et patronat), de quoi dire que les décisions collectives et démocratiques en font les frais ! Les dépenses de santé en France représentent 11% du PIB, comme l'Allemagne et la Suisse, ce qui est plus que la Grande Bretagne (9% - merci Thatcher !), mais moins que les États-Unis (16% avant la réforme Obama). Ces dépenses en France devraient atteindre 15% du PIB en 2025.

Bon, en principe, un régime solidaire de santé fait contribuer chaque personne qui en a la capacité afin de garantir l'accès de tous à des soins de qualité. Mais dans la réalité...



La connerie du trou de la Sécu

Depuis les années 1980, les attaques contre la Sécu s'accroissent, avec la volonté finale de faire de la santé un marché comme un autre et permettre aux entreprises d'en prendre le contrôle.

Fantasmagorie d'une vision financière

Ces dernières années, le déficit de la Sécurité sociale aurait explosé : 1,4 milliards d'euros en 2000, 6,1 en 2002, 12,5 en 2007 et 20 en 2010 ! Faut-il crier au secours et fermer la boutique ? Foutaises ! Tout d'abord, il y a certes plus de dépenses, mais surtout moins de recettes. A noter qu'il s'agit là du déficit de la seule caisse maladie du régime général et, en proportions, celui-ci est bien moins important que le déficit dans le budget de l'État (lui aussi fantasmé par la vision comptable des libéraux comme on l'évoquera dans un prochain Racailles).

Pourquoi moins de recettes ?

Première explication : le chômage et le ralentissement de la masse salariale font qu'il y a un grand manque de cotisations. La seconde explication repose sur les exonérations accordées par l'État aux entreprises. On dénombre une cinquantaine d'exonérations différentes, qui sont passées

de 3 à 24 milliards d'euros entre 1993 et 2007 !!! Ces cadeaux fiscaux inutiles ne sont compensés qu'à 85% par l'État (les 15% qui restent font un manque à gagner de 2 à 3 milliards d'euros par an). Faire la liste des nombreux revenus qui échappent eux-aussi aux cotisations, comme les stock-options qui apporteraient 4 à 5 milliards par an, allongerait bien trop nos colonnes !

Choix de société

Si les dépenses de santé augmentent beaucoup, c'est en raison d'une augmentation des besoins de santé et des choix de société que cela implique (vieillesse et pathologies liées, obésité, hausse de l'anxiété-dépression et des conduites addictives, progrès médicaux mineurs mais toujours plus coûteux, inflation du nombre de certaines maladies chroniques).

En résumé, l'idée d'un déficit de l'assurance maladie ne fait que refléter la vision libérale du système avec l'idée qu'un équilibre est indispensable quelles que soient les solutions choisies pour y arriver. Même s'il est plus ou moins souhaitable, cet équilibre sert de prétexte pour démanteler la protection sociale française.

LE NOUVEAU "PLAN SECU" DE ROSELYNE BACHELOT



Inégalités sociales de santé

La France est l'un des pays européens où l'écart de durée de vie entre les catégories sociales est le plus fort. En gros, les riches ont bien plus la santé que les pauvres. Rien de très nouveau jusque là.

Qu'est-ce que la santé ?

On pourrait définir la santé en rassemblant pas mal de critères tels que la durée de vie, la maladie, la souffrance, la capacité d'accès aux soins et leur qualité, etc. La santé est une situation absolument qualitative et évolutive, définie par des facteurs subjectifs et souvent non quantifiables. N'en déplaise aux libéraux qui souhaitent toujours rationaliser tout ça !

Quelles inégalités sociales de santé ?

Les inégalités sociales de santé sont à la fois liées aux problèmes d'accès aux soins, à la qualité de vie, et à la qualité des conditions de travail.

En ce qui concerne les conditions générales de vie, elles sont liées à l'environnement familial et au logement, l'hygiène et l'alimentation. C'est de tout cela que découlent les grands problèmes de santé publique, comme l'obésité qui touche dix fois plus les enfants d'ouvriers que ceux de cadres.

On sait que la qualité des conditions de travail a aussi un impact important sur la santé (les suicides médiatisés en sont l'expression extrême). Elles dépendent de la nature du travail (tâches répétitives et physiques, risques d'accidents, produits nocifs) et de l'organisation même du travail (temps de travail, pression de la hiérarchie, harcèlement, précarité).

Face à ces problèmes, la France est vachement en retard en matière de prévention et de politiques réelles en amont des soins. Le résultat est simple : cela reproduit et accroît les inégalités entre classes sociales. Par exemple, les cadres dépensent 30% de plus que la moyenne en médecine de ville, mais 45% de moins en hospitalisations alors qu'à l'inverse les ouvriers dépensent 20% de moins en médecine de ville, mais 30% de plus en

hospitalisations. Cette situation se retrouve dans de très nombreux exemples, comme la mortalité prénatale ou les crises dentaires. En fait l'écart s'explique simplement : il faut vouloir et pouvoir se soigner, et savoir comment le faire correctement et efficacement. Et la plupart du temps on oblige le patient à avancer l'argent, avec en plus aujourd'hui-hui des dépassements d'honoraires, des tickets modérateurs et autres franchises médicales qui font que quand on n'a pas de tunes pour se soigner, on ne le fait pas. La situation empire alors, les gens trinquent et les soins coûtent au final bien plus cher !

Barrières dans l'accès aux soins

Sans grand soucis des réalités, c'est le gouvernement qui liste les soins et les médicaments remboursables et les taux. Décidé la plupart du temps par décret, cet aiguillage se fait comme souvent sans aucun contrôle et répond à des objectifs uniquement financiers. Cette gestion bureaucratique ne pose jamais les questions de santé publique et d'utilité des soins.

La prise en charge des soins étant de plus en plus partielle, le patient est obligé de recourir à des complémentaires privées (18% des dépenses) ainsi qu'à des participations individuelles aux frais (10% des dépenses). Dans chaque cas, c'est le gouvernement qui décide de la part de participation de chacun. Pourtant, au niveau européen, chaque État organise son régime de sécurité sociale et peut donc, si il en a la volonté politique (sic), écarter tous les organismes privés à but lucratif ainsi que les frais à charge du patient.

L'accès gratuit et égalitaire est dénoncé comme dangereux par les néolibéraux qui y voient un risque d'emballement. Mais seule la publicité des sociétés pharmaceutiques crée un risque. Derrière cela se pose surtout ici la question de deux enjeux majeurs que sont la répartition des richesses et l'importance du système public.

Des réformes libérales pour un démantèlement total

Objectifs des libéraux

La fronde contre les systèmes de santé et de Sécurité sociale est globale chez les libéraux. Leur objectif est tout simplement de tout détruire pour laisser le champ libre au privé. Ainsi le FMI et la Banque Mondiale veulent faire disparaître ce qu'ils présentent comme une exception de la seconde moitié du XXème et revenir à une situation dite "normale" [où quelques uns s'engraissent sur tous les autres]. En France, le MEDEF parle de "rénovation sociale" pour qualifier les réformes en cours (retraites, Assurance maladie). Il affirme que "la Sécurité sociale ne serait plus adaptée à la situation" et que son coût serait "de plus en plus lourd comme le montre le montant des charges sur la feuille de paye".

Les néolibéraux veulent un service public (sic) de santé basé sur la mise en réseau et la fusion des opérations de soins entre public et privé avec comme objectif n°1 la rentabilité financière. Et c'est dans ce sens que vont toutes les lois et les projets (Assurance-maladie, retraites, Hôpital 2007 et 2012, loi Hôpital Santé Patient Territoire [HPST], etc). Cette bivalence public/privé pousse les assurés à payer pour augmenter les profits. Cela crée une fois de plus des inégalités et de mauvaises conditions d'accès aux soins, comme on peut le voir par exemple pour les personnes couvertes par la CMU (couverture maladie universelle).

Transfert progressif du public au privé

Le secteur français de la santé attire des capitaux internationaux très importants en attente de privatisations. Ils prennent le contrôle de dizaines de cliniques et exigent des taux de rentabilité du capital supérieurs à 20% ! Ce constat est d'autant plus effrayant que la France détient déjà le record européen des hospitalisations en milieu privé à but lucratif (23% des hospitalisations). La fermeture actuelle ou prévue de nombreux services hospitaliers (chirurgies, maternités) voire d'hôpitaux de petite taille laisse entrevoir un champ d'action gigantesque pour ces requins. Pour preuve : cet été Bachelot a repoussé un

décret prévoyant la fermeture de 54 hôpitaux réalisant moins de 1500 opérations par an. Ce n'est donc qu'une question de mois, le but étant 200 établissements.

Petite recette de casse hospitalière : donnez aux établissements publics de santé des moyens systématiquement sous-évalués ; affichez au grand jour des problèmes qui en résultent comme étant un grand soucis impossible à régler seul ; secouez le tout et faites-y entrer le privé ! Le plan Hôpital 2012 reprend cela !

Et pour la Sécu il en va de même. Sarkozy a clairement indiqué qu'il souhaitait que les assurances privées prennent la relève des caisses de Sécu et que les retraites passent sur le mode de la capitalisation individuelle. En résumé il veut en finir avec la fameuse "exception" des 60 dernières années dans la droite ligne du FMI et de la BM.

L'importance des complémentaires

Les complémentaires sont devenues indispensables pour se soigner. Il y en a trois types : les mutuelles (60%), les assurances (20%) et la prévoyance (20%). Leur couverture se fait collectivement (par entreprises ou par branches professionnelles) ou individuellement. Cela va totalement à l'encontre d'un système égalitaire, mais constitue un marché pesant 25 à 30 milliards d'euros ! Ainsi, au-delà des plus pauvres couverts par la CMU, 5% de la population n'a aucune complémentaire à cause des coûts trop élevés. Ces barrières poussent même chaque année 11% des gens à renoncer aux soins dont ils ont pourtant besoin. Mais de leur côté ces compagnies continuent de s'engraisser, profitant des déremboursement de la Sécu pour augmenter leurs tarifs et refuser certaines prises en charges.

Une industrie pharmaceutique toute puissante

Les entreprises pharmaceutiques font croire que si les dépenses en médicaments explosent, ce serait pour des questions de bien être et d'amélioration des qualités de soins. C'est totalement faux ! Les

dépenses en médicaments représentent aujourd'hui 20% des dépenses de santé (30 milliards sur 150). Le remboursement par habitant en médicaments est passé de 685 francs (104 euros) en 1980 à 450 euros aujourd'hui ! La France dépense en médicaments 50% de plus que la plupart de ses voisins européens.

Si la quantité et le prix des médicaments ont augmenté dans des proportions gigantesques, qualité et efficacité n'ont que très peu évolué... De nombreuses fausses innovations sont mises sur le marché,

avec en même temps l'invention de nouvelles pathologies et de très nombreuses prescriptions totalement inutiles. On préfère la plupart du temps prescrire plutôt que prendre le temps de prévenir et éduquer le patient à une nouvelle hygiène de vie.

Les grandes firmes pharmaceutiques ont depuis longtemps tiré un trais sur la recherche-développement (25% des profits sont gaspillés en marketing) et ne cherchent plus aujourd'hui qu'à maintenir leurs hauts niveaux de profits (avec les encouragements des autorités).

Souscrivez une mutuelle SARCO-BACHELOT...



Que faire ?!

Face à tous ces constats, la mobilisation doit s'intensifier en reposant sur des revendications très larges. Jamais l'idée d'un meilleur partage des richesses n'est retenue, alors qu'il serait une solution beaucoup plus cohérente et réelle. Durant les 25 dernières années, 180 milliards d'euros par an sont passés des cotisations et des salaires au capital (10 points de valeur ajoutée). De quoi financer beaucoup de choses, non ?

Nécessité d'un plan d'urgence immédiat

La santé n'est pas une marchandise car elle touche fondamentalement à la vie. Il faut donc empêcher le secteur privé de s'en emparer. Ainsi, sauver notre système de santé ne peut pas se faire tant que les réformes des dernières années ne seront pas abrogées et qu'un réengagement massif de l'État ne sera pas décidé. Les assurés sociaux ne devraient rien avoir à payer afin de ne pas compromettre leur accès aux soins. Pour preuve, les pays qui maîtrisent le mieux leurs dépenses de santé sont ceux qui les socialisent le plus.

Et à long terme...

Face à la logique de privatisation, il est indispensable de permettre une refondation d'une Assurance-maladie qui permette réellement un accès à des soins d'un haut niveau pour tous. Ce principe implique de renforcer le régime obligatoire pour passer progressivement à une prise en charge à 100%. Pour ce faire, il faut agir sur plusieurs champs...

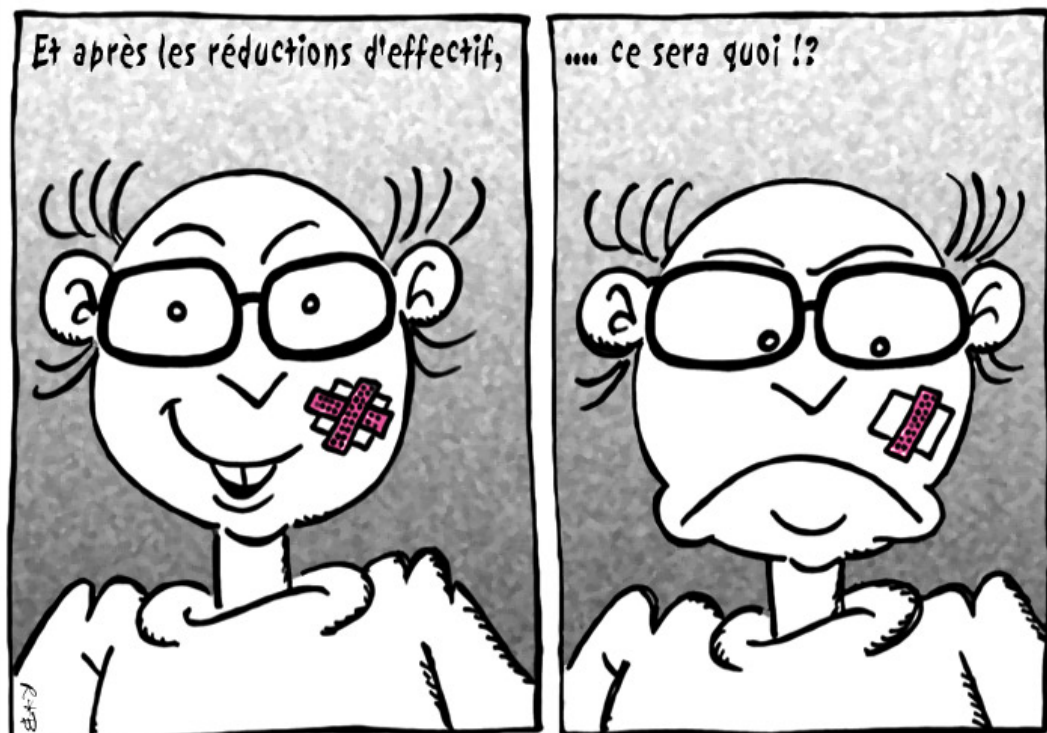
On l'a dit, il faut un partage des

richesses plus favorable aux salariés. Une augmentation des cotisations patronales pourrait en être le moyen (en 20 ans, les cotisations ont augmenté de 1,8% pour les patrons contre 8,2% pour les salariés). D'autres pistes de financement peuvent être avancées : extension de l'assiette des cotisations à l'ensemble de la valeur ajoutée, modulation des taux de cotisation, transformation de la CSG... Cette augmentation indispensable des recettes doit s'accompagner du passage d'un système de soins à un système global de santé (prévention, risques environnementaux et du travail, etc).

Il faut une réelle politique d'aménagement du territoire, notamment en matière d'installation des médecins, en traitant la pénurie de personnel soignant et en maintenant le lien entre les hôpitaux de proximité et les CHU.

Une nouvelle politique du médicament doit être mise en place (utilisation obligatoire de génériques, fixation des prix des médicaments par l'État, autoriser les nouveaux médicaments en fonction de leur intérêt thérapeutique réel et interdire la publicité pour des médicaments). De même, la formation et l'information des médecins et pharmaciens doit être confiée à un organisme public totalement indépendant de l'industrie pharmaceutique.

Ces nouvelles orientations doivent s'accompagner d'un contrôle populaire et d'une autogestion en matière sanitaire. Il faut ainsi que les assurés se rapprochent la Sécu à tous les niveaux de fonctionnement et organiser une réflexion collective rassemblant tous les acteurs du système.



Laisser crever les migrants pour économiser l'A.M.E.

Sur le même modèle que l'exclusion des personnes couvertes par la Couverture Maladie Universelle, les sans-papiers connaissent des difficultés très grandes à se soigner. Jusqu'à présent les étrangers sans-papiers bénéficient de l'Aide Médicale d'État (AME) instaurée en 2000. Cette AME leur est délivrée pour aller chez le médecin, à l'hôpital et obtenir des médicaments. Horreur absolue pour la droite ! L'AME a été modifiée en 2003 avec l'ajout de critères restrictifs, dont l'obligation de prouver la résidence sur le territoire depuis plus de trois mois. Aujourd'hui, le député UMP Claude Goasguen soutenu par Besson et Bachelot veut instaurer un ticket d'entrée de 15 à 30€ pour pouvoir bénéficier de l'AME. Chose évidente pour des populations qui n'ont pas le droit de travailler, ne bénéficient d'aucune aide sociale et n'ont donc aucun revenu autre que celui d'un éventuel travail au black et des aides de leurs proches. Pour Goasguen "les bénéficiaires de l'AME ont plus de droits que les bénéficiaires de la CMU, qu'un national ou un

étranger en situation régulière qui travaille et cotise" et l'AME devrait donc être limitée aux seuls "soins urgents".

Ce facho de Goasguen se base sur les idées reçues, caricaturales et populistes de son camp. Pour justifier la réduction de l'AME, on évoque comme souvent d'éventuelles fraudes. Or, selon la Direction générale de la santé et l'Inspection générale des finances, la gestion de l'AME est rigoureuse et limite la possibilité de frauder. La droite dit par ailleurs qu'un système trop généreux (sic) génère un appel d'air. Or 90 % des migrants se rendent en Europe pour des raisons économiques contre 6 à 10 % pour des motifs médicaux. Enfin, l'offre de soin couverte par l'AME est très inférieure à celle de la CMU.

Laisser crever les migrants sera-t-il plus efficace que l'acharnement policier, les expulsions et les multiples lois racistes et xénophobes ? Étude des amendements courant octobre avec le projet de loi Besson et la loi de finance.

Roman photo

Quelque part dans un cabinet obscur d'agents dormants des services secrets...



C'est avec une discrétion toute particulière que nos hommes de l'ombre sortent de leur bureau...

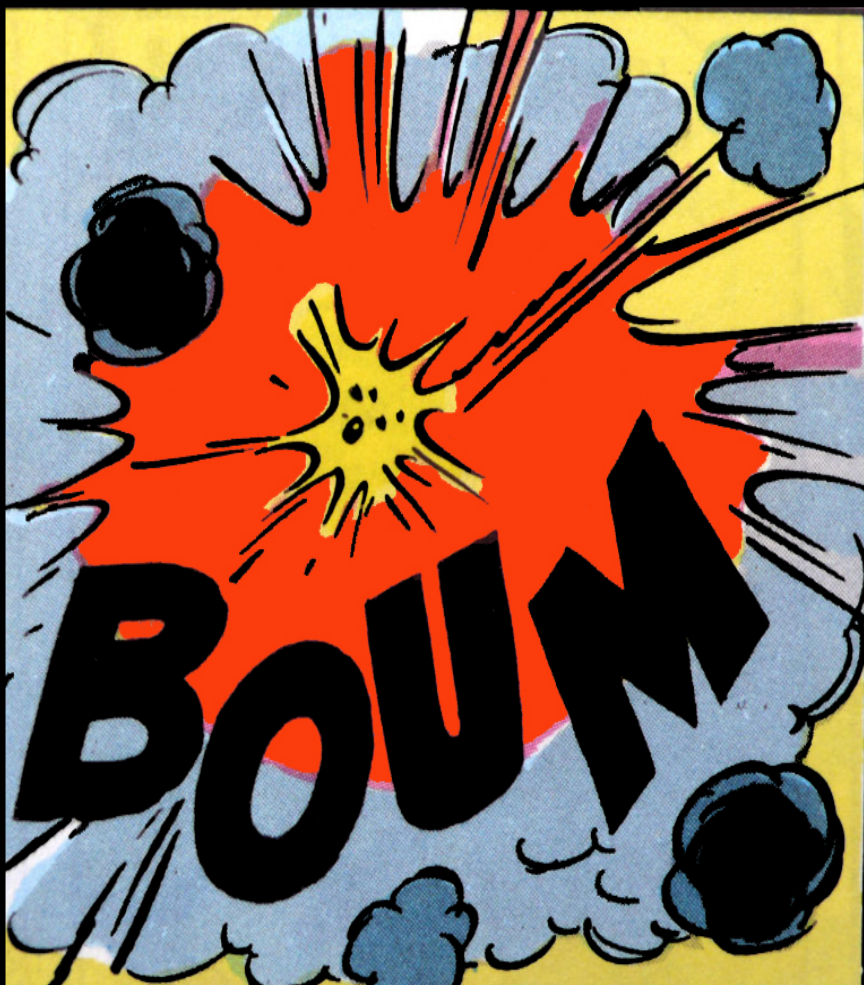


Et c'est avec la même discrétion qu'ils se rendent sur les lieux de leur méfait...



Suite du roman photo...

Leur plan se déroulait à merveille, jusqu'à ce que...



Cette photographie a été censurée afin de ne pas heurter la sensibilité de nos lecteurs, également pour ne pas entretenir un voyeurisme malsain.

De toute façon, le photographé étant mort pendant l'explosion, nous n'étions pas en mesure de vous proposer cette photographie.

Eclaboussé par cette sombre affaire, le pouvoir se devait de réagir...

Michel Lambert, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur convoqua la presse.



Nous ne saurons tolérer plus longtemps que des représentants de la force publique soient victimes de guet-apens tendus par de jeunes racailles qui veulent tuer du flic...



Aussi allons nous mettre en place, le plus rapidement possible, une batterie de mesures visant à renforcer les lois garantissant la sûreté de nos institutions...



Français, dormez tranquille, nous veillons sur vous...

FIN

La culture, c'est comme les confitures...

THE WIRE

The Wire, c'est une série cultissime américaine qui raconte l'histoire, non pas d'une personne, d'un gang, ou d'une unité de police, mais l'histoire tragique d'une ville entière : Baltimore. L'une des villes étatsuniennes avec le plus fort taux de criminalité.

The Wire, littéralement, se traduit par « le fil », à la fois le fil qui permet à la police de mettre les gangs sur écoute, mais aussi le fil de l'histoire et de la délinquance, que l'on remonte progressivement, jusqu'aux plus hautes sphères de la police, de l'état, les gouverneurs... arrosés par l'argent de la drogue. Les trafics d'influences, d'indulgences sont légions. La corruption semble pénétrer partout ! Et tenter de l'endiguer est une épreuve sans fin, mettant à l'épreuve la ténacité et surtout l'intégrité des plus honnêtes.

La ville de Baltimore, c'est plusieurs clans ou groupes sociaux qui s'interpénètrent, se rencontrent, parfois se mélangent, voire entrent en collision : il y a les policiers, avec leurs subdivisions propres, les Stups, la Crim, le FBI...

Puis les représentants de la justice souvent producteurs d'injustice : les magistrats, (juges et autres avocats, ou armées d'avocats à la mode américaine), pas forcément corrompus puisque souvent dans la légalité en défendant l'indéfendable pourvu qu'il y ait de l'argent à la clé.

Puis les dealers et leurs gangs, toujours afro-américains, et toujours dans les banlieues, très souvent victimes impuissantes de leur situation, seule échappatoire à une condition plus que modeste. Mais on peut être un flic issu des quartiers ou un magistrat truand, la délinquance n'a pas de frontière sociale !

Puis souvent, si on ne vend pas de drogue, on en consomme ! Tout est junk dans les bas-fonds de Baltie, tout est pourri, ou le devient. La perversion gagne du terrain sans cesse.

La série est sans concession, ultra-critique sans le dire, juste en le montrant, c'est un constat effarant du capitalisme et de la démocratie à l'américaine. Très réaliste, elle est proche du documentaire. Les personnages sont extrêmement travaillés, ils évoluent



dans un réalisme époustoufflant. L'approche est anti-manichéenne. Chaque personnage est extrêmement ambigu, qu'il soit flic ou dealer ! Chacun peut pencher du côté obscur, même s'il a une réputation d'intégrité. Le flic peut être extrêmement dévoué, loyal, intègre, mais peut à tout moment céder à ses pulsions, ses intérêts, son évolution de carrière, même si ces choses remettent en question la résolution de son affaire ! La direction de la police laisse parfois les choses aller, on agit peu, on ne veut pas trop déranger le système, les intérêts de chacun. La lutte contre la criminalité est une lutte sans fin...

De son côté, le dealer peut lui aussi pencher du bon côté, en interrogeant le bienfondé de la violence utilisée par ses pairs et leur impitoyabilité, l'injustice qui existe dans ce milieu.

Le dealer, est un homme comme le flic, sauf qu'il est né de l'autre côté, conscient parfois de cela, prisonnier de la cité, du deal et de la loi de la jungle qui y règne.

Parce que « La cour » (lieu où les dealers font leur commerce dans la cité) est un univers terrible, une caricature négative de la société américaine, « La cour », c'est le capitalisme sauvage, sans loi sans protection, c'est la loi du plus fort, du plus fortuné, du plus influent. C'est une société dans la société.

Alors, au fur et à mesure des épisodes on tire sur le fil, « the Wire » qui nous fait remonter jusqu'à des affaires, trop dérangeantes pour la société dans son ensemble ! Alors le mieux n'est-il pas de tout arrêter ?

La série a généralement reçu d'excellentes critiques et est même considérée par plusieurs journaux (Time Magazine, The Chicago Tribune, Newsday, The San Francisco Chronicle, Variety, The New York Post, Entertainment Weekly et The San Jose Mercury News) comme la meilleure série de toute l'histoire de la télévision américaine.

XX

Cette semaine, la rédaction du journal Racailles offre à ses fidèles lecteurs un "bon retraite". Collectionnez-les et vous pourrez partir en retraite à 60 ans, promis !...



Où se procurer Racailles ?!?

Bar de la Fac / Kitsch' Café / La Parenthèse (campus 1) / Cinéma Lux / Au Pavillon Noir / La Napolitaine Pizza (rue de Geôle) / SPAR (rue St Pierre) / Brasserie du théâtre / 8 à huit (rue de Bayeux) / Maison des Solidarités (quai de Juillet)... / Au marché noir / Dans les poubelles du préfet
Et surtout dans la Rue !

Attention :

lire et écrire développe la pensée critique.

La photo de la quinzaine :



Anniversaire de l'entrevue de Monttoire. 70 ans après, on rend enfin aux nazis se qu'ils ont oublié en partant.